

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/DS25/1**

**G/L/61**

**G/AG/W/16**

17 janvier 1996

(96-0096)

---

Original: espagnol

## COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES - MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS CONCERNANT LE RIZ PRIS PENDANT LE CYCLE D'URUGUAY

### Demande de consultations présentée par l'Uruguay

La communication ci-après, datée du 12 décembre 1995, adressée par la Délégation permanente de l'Uruguay à la Délégation permanente de la Commission européenne et à l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

---

La Délégation permanente de l'Uruguay à Genève présente ses compliments à la Délégation permanente de la Commission européenne et a l'honneur de lui demander de se prêter à des consultations au titre des dispositions de l'article XXII:1 du GATT de 1994 au sujet de la mise en œuvre des engagements concernant le riz pris par la Communauté européenne pendant le Cycle d'Uruguay.

L'Uruguay détient une part importante du marché mondial du riz, puisqu'il y occupe actuellement la neuvième place avec des ventes annuelles de plus de 400 000 tonnes. Il est aussi le pays qui exporte le plus fort pourcentage de sa production, dont il expédie environ 77 pour cent à l'étranger.

Eu égard aux engagements susmentionnés, en particulier la note 7 de la liste concernant les produits agricoles qui fixe un plafond pour la marge de préférence, les exportateurs uruguayens pouvaient légitimement s'attendre à ce que les courants d'échanges qui existaient antérieurement avec les pays membres de la Communauté européenne soient rétablis.

Cependant, le mécanisme de mise en œuvre déterminé par la Communauté ainsi que d'autres instruments applicables à l'importation de riz qui entreraient en vigueur dans un avenir proche présentent des aspects qui préoccupent le gouvernement uruguayen.

Espérant pouvoir engager ces consultations au plus tôt, la Délégation permanente de l'Uruguay saisit cette occasion pour renouveler à la Délégation permanente de la Commission européenne les assurances de sa très haute considération.